

Poste Source de BELLOY
Création d'un poste Source 225kV/20kV
Programme 2015-2020

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

MEMOIRE EN REPONSE A L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE



0. RÉSUMÉ DE L'AVIS ENVIRONNEMENTALE

Résumé de l'avis

Le présent avis porte sur l'étude d'impact de la création d'un poste électrique au Belloy-en-France dans le Val-d'Oise (et des liaisons électriques nécessaires à son fonctionnement), datée d'avril 2017, et réalisée et présentée par ENEDIS (anciennement ERDF), dans le cadre de la demande d'Approbation du Projet d'Ouvrage (APO).

Le projet s'implante donc au Belloy-en-France, sur une friche de 1,1 ha environ située dans une zone d'activités et à proximité de la gare, d'habitations et de terres agricoles.

Le projet prévoit la réalisation de trois transformateurs, de deux bâtiments d'équipements techniques, de locaux pour le personnel, et d'arrivées et départs de lignes électriques. Il prévoit, de plus, des aménagements de voirie, d'espaces verts et de gestion des eaux pluviales.

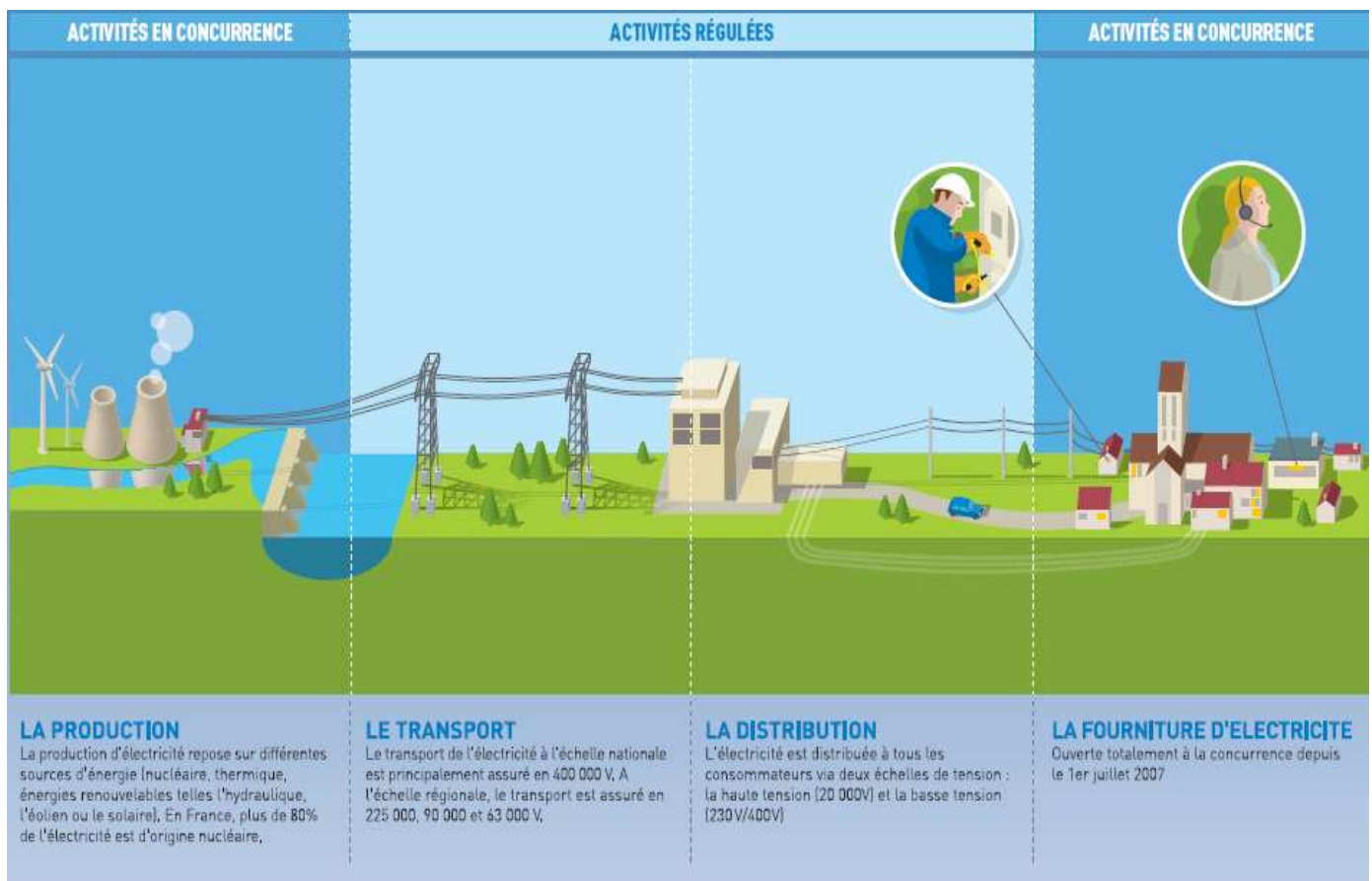
La réalisation du poste source s'articule avec l'implantation connexe de 142 kilomètres de liaisons électriques de transport et de distribution dans le secteur.

Les principaux enjeux environnementaux du site et du projet concernent la biodiversité et le paysage. Le projet du poste source prend en compte la biodiversité du site et prévoit des mesures de gestion des eaux pluviales, et de réduction des nuisances sonores, ce qui est apprécié. L'étude d'impact est claire, concise, et proportionnée aux caractéristiques du projet et à la sensibilité de l'environnement.

L'autorité environnementale recommande :

- de préciser le lien entre le poste électrique et les 142 kilomètres de liaisons électriques connexes de transport et de distribution ;
- de décrire l'emplacement des lignes électriques concernées, et d'intégrer à l'étude une appréciation de leurs impacts sur l'environnement et la santé ;
- d'approfondir la justification de l'intégration paysagère du poste source, et la prise en compte des zonages portant sur les enjeux paysagers ;
- d'approfondir l'étude de l'articulation du poste source avec le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) et de sa compatibilité avec le Règlement National d'Urbanisme (RNU) ;
- de synthétiser le résumé non technique et les volets relatifs aux espaces naturels remarquables et aux ondes électromagnétiques ;
- de confirmer la capacité des sols à infiltrer les eaux de ruissellement du projet.

- Lien entre le poste électrique et les liaisons électriques



RTE transporte l'électricité produite par des sources d'énergie (nucléaire, éolien, hydraulique,...) sur les lignes à Très Haute Tension et Haute Tension (Tension supérieure à 50 kV). Le poste source est à la frontière entre la Haute Tension et la Moyenne Tension (Tension inférieure à 20kV mais supérieur à 400V). Le poste source est composé de tableaux électriques appelés rames qui répartissent l'électricité jusqu'au poste de distribution publique où la tension est encore abaissée pour être distribuée au client final.

Pour le projet de Belloy, RTE va se piquer sur la ligne Plessis Gassot 225kV ce qui permettra d'alimenter le poste source en Très Haute Tension.

Elle sera raccordée au transformateur qui fera la transformation de 225kV en 20kV. L'électricité 20kV sera alors distribuée sur des rames qui achemineront l'électricité sur les réseaux ENEDIS (140km) jusqu'au poste de distribution publique avant d'alimenter le client final.

- Emplacement des lignes électriques

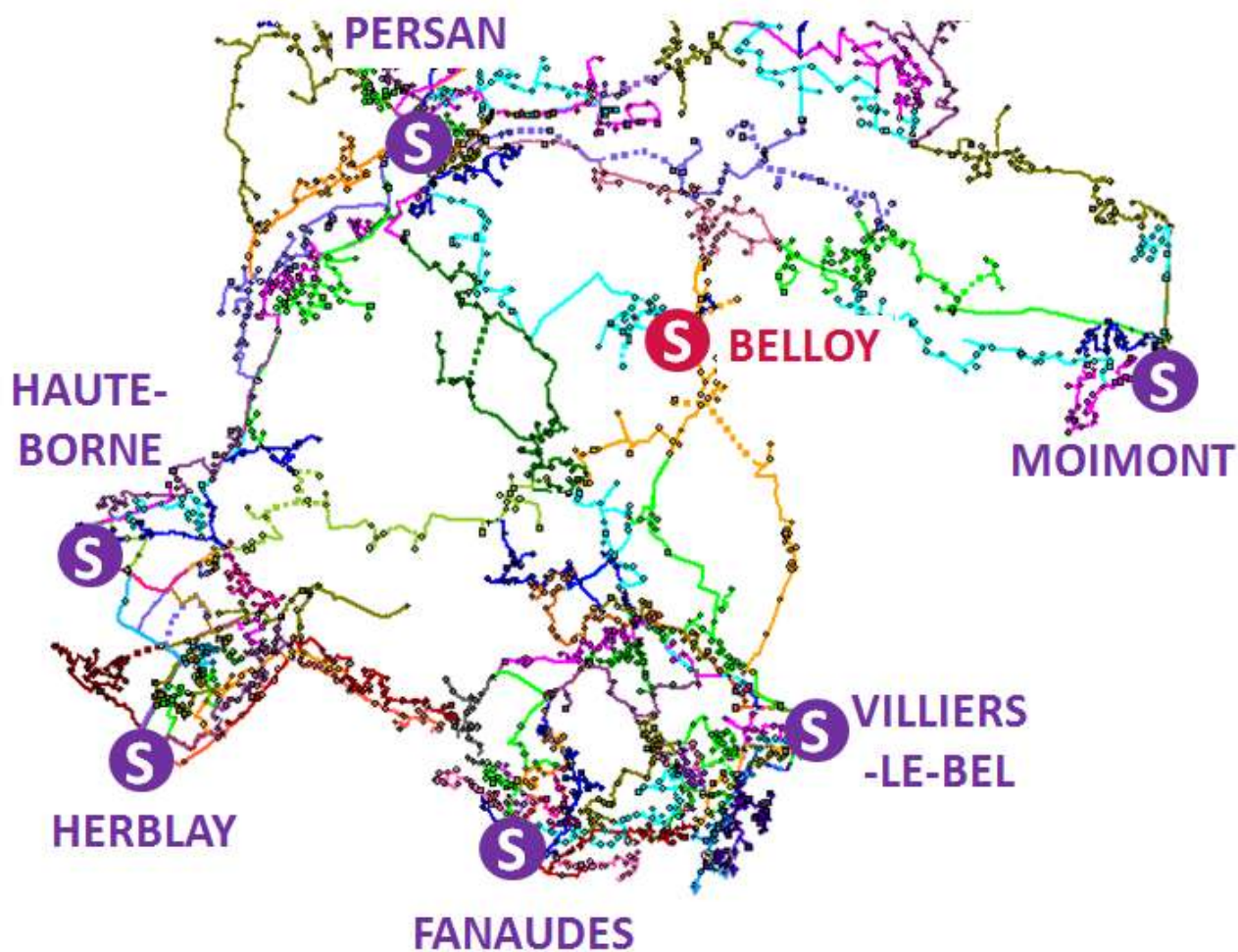


Figure 1: Emplacement des postes source aux alentours de la commune de Belloy-en-France

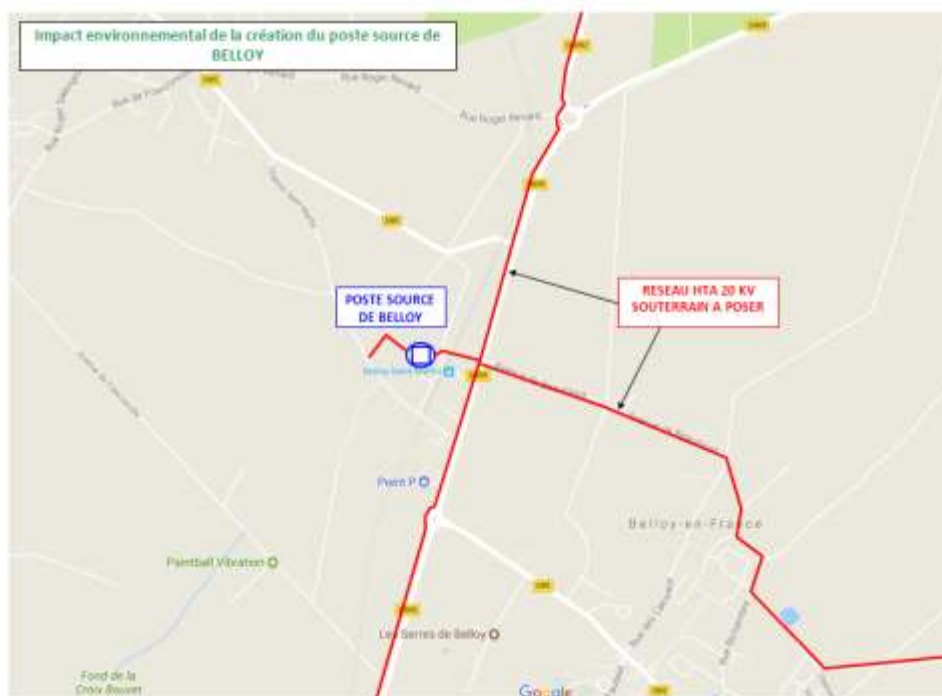


Figure 2 : Représentation des lignes HTA dans la commune de Belloy-en-France

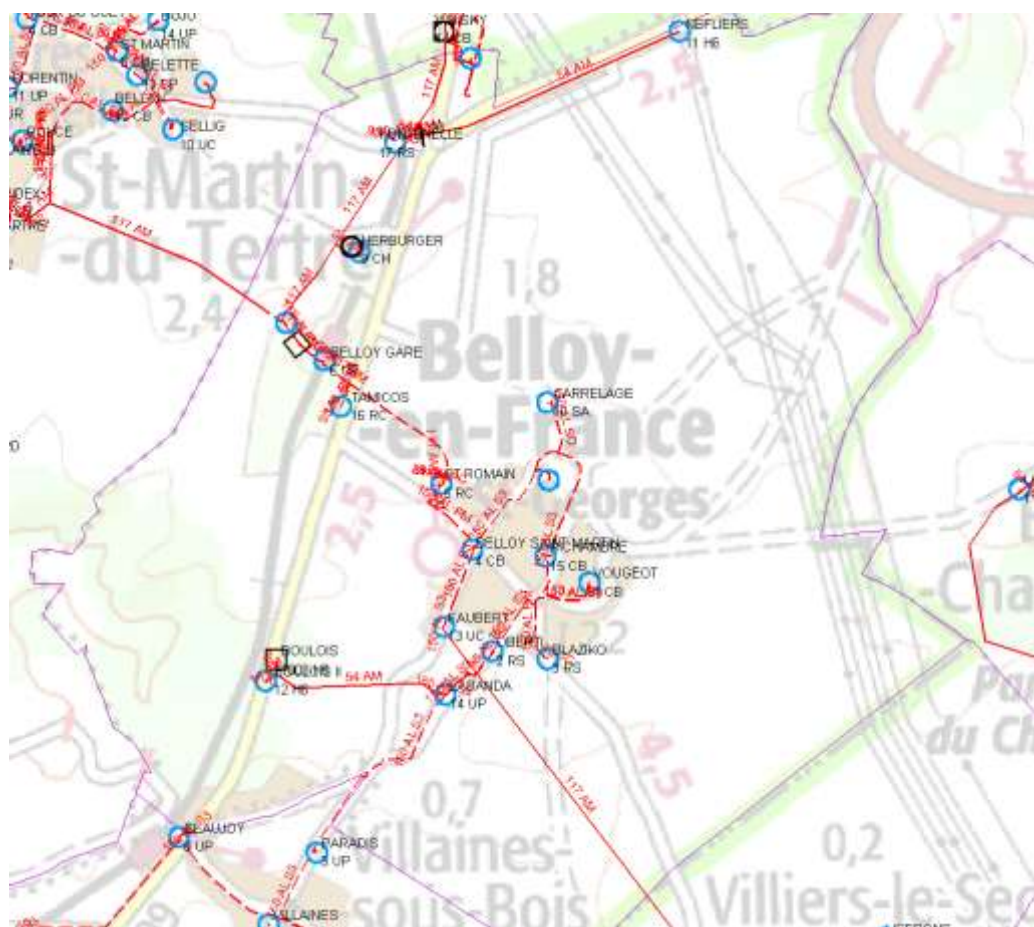


Figure 3: Zoom sur les lignes HTA dans la commune de Belloy-en-France

En préalable, la principale contrainte liée à la présence d'une liaison électrique souterraine correspond à la nécessité de maintenir une accessibilité permanente pour intervenir rapidement en cas d'avarie, ce qui implique de laisser le sol libre de tout obstacle en surface, d'où la recherche d'utilisation maximale de la voirie.

La réalisation d'un ouvrage électrique souterrain se traduit par la création d'une tranchée, avec travaux de terrassement et de génie civil. Les déblais issus de cette tranchée sont triés et réutilisés dans la mesure du possible une fois les fourreaux mis en place.

Par ailleurs, la circulation, le stationnement, l'utilisation et l'entretien des engins de chantier, ainsi que le stockage du matériel entraînent des risques de pollution des eaux et du sol, par déversement accidentel d'huiles par exemple ou de lubrifiants.

Toutes les mesures sont prises par les entreprises en charge des travaux pour limiter ces risques conformément à la réglementation en vigueur.

En l'espèce, le tracé de la liaison à 225 000 volts présenté traverse uniquement la commune de Belloy-en-France qui fera partie en 2018 du parc naturel régional Oise Pays de France.

Une liaison souterraine est sans effet sur les périmètres de visibilité de monuments historiques.

Sur le plan paysager, une liaison souterraine ne génère pas d'impact paysager, notamment en milieu urbain où il n'est pas nécessaire de créer de tranchée de déboisement par exemple.

Le chantier, du fait de la présence d'engins, de zones de stockage, du balisage, crée un impact visuel qui cesse une fois les travaux achevés.

1. ANALYSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

1.1. GESTION DE L'EAU

Gestion de l'eau

Les sols du site du poste source sont composés notamment de remblais, limons, limons marneux, marnes sableuses, et marnes (pages 34 et 35). Le site est concerné par une nappe d'eaux souterraines (repérée à plus de 6 mètres de profondeur). Les sols sont peu perméables, ce qui garantit la protection de la nappe en cas de pollution (page 66).

Le site, en friche, intercepte l'écoulement des eaux pluviales d'un petit bassin versant de l'ordre de 1,27 hectares (page 37). Le site ne possède pas d'exutoire dans un réseau d'assainissement collectif des eaux pluviales (page 66). Toutefois, il existe un fossé à proximité (pages 36, 66, et 105).

Avant sa caducité, le Plan d'Occupation des Sols (POS) imposait d'infiltrer les eaux pluviales (page 66). L'autorité environnementale recommande toutefois de confirmer la capacité des sols à infiltrer les eaux de ruissellement du projet.

Le projet a fait l'objet d'une étude concernant la gestion des eaux pluviales. L'étude met en avant la réalisation d'essai d'infiltration. Les résultats ont démontré une capacité d'infiltration moyenne.

Nous avons donc proposé une gestion mixte des eaux pluviales à savoir :

- Un bassin d'infiltration enterré permettant la collecte et l'infiltration des premières pluies. Ce bassin, d'une superficie de 160 m² possède un volume de 350m³.
- Une noue ou bassin d'infiltration à ciel ouvert. Ce bassin est alimenté par des pompes de relevage situées dans le bassin enterré. Les pompes éviteront le débordement du premier ouvrage et seront déclenchée une fois les 350 m³ atteint. Ce second ouvrage, d'une superficie de 425 m², possède un volume de 530 m³ et une profondeur d'environ 1.5 m.
- Un rejet au réseau à débit régulé de 1.3 l/s grâce à des pompes de relevage situées dans la noue. Ces pompes seront actionnées une fois la capacité du second bassin atteinte.

1.2. BIODIVERSITE

Biodiversité

L'état initial de la biodiversité s'appuie sur des investigations de terrain. Le site du poste électrique présente des milieux naturels sur l'ensemble de sa superficie (1,1 hectares) : une zone de clairière arbustive qui occupe la quasi-totalité du site, mais aussi des fourrés et un boisement en limite ouest, une friche sur remblais en limite nord, et une mare temporaire à l'est (voir carte page 47), dégradée par une accumulation de ligneux qui provoquent l'asphyxie de son écosystème (page 118). Les fourrés et la mare s'inscrivent dans des continuités écologiques locales. Quelques espèces protégées (amphibiens, oiseaux, reptiles) ont été observées ou sont susceptibles de fréquenter le site.

L'autorité environnementale recommande de :

- décrire et de justifier la méthodologie utilisée pour l'inventaire de la biodiversité, notamment en termes de période de prospection ;
- réduire (pour plus de concision) le volet relatif aux espaces naturels remarquables (5 pages, alors que le site ne figure pas dans ou à proximité d'un espace naturel remarquable).

Le projet conduira à des excavations de terres (à hauteur de 15 000 mètres cubes de déblais). L'autorité environnementale précise qu'en raison notamment de la présence de limons, les sols (ainsi que la végétation) sont susceptibles de présenter des enjeux environnementaux notables (stockage du carbone, stockage et épuration de l'eau, atténuation de chaleur, biodiversité des sols), et recommande d'étudier ces enjeux.

La méthodologie est décrite dans la **pièce 7B page 40** ; Pour plus de clarté la partie méthodologie a été mise en [ANNEXE 1](#) du mémoire réponse.

Concernant les enjeux environnementaux notables :

La surface des terres excavées couvre 2918 m² soit 0,2918 ha. Ce sont les 30 à 50 premiers centimètres du sol qui jouent le rôle du stockage du carbone. Les habitats naturels qui permettent le plus de stockage de carbone sont les forêts et les prairies naturelles.

Dans notre cas, nous nous trouvons dans une zone de clairière arbustive en friche avec de grandes zones de sol nu sans végétation. Les sols apparentés à de la jachère non travaillés deviennent peu à peu plus spongieux, retiennent l'eau et chassent naturellement le carbone. L'imperméabilisation de sols d'une surface de 0,2918 ha au niveau d'une friche ne présente pas un impact majeur en termes de stockage de carbone.

Le reboisement des haies autour du poste jouera un rôle positif dans le stockage du carbone.

L'excavation des terres entrainera une perte de la biodiversité des sols au niveau du poste électrique. En termes de mesures de réduction, la limitation de l'usage des pesticides pour l'entretien les aménagements paysagers peut atténuer cette perte. Le mélange d'essences au niveau des haies champêtres replantées, la reconstitution de zones enherbées autour du poste amélioreront l'abondance microbienne des sols.

1.3. PAYSAGE

Paysage

Le site du poste source, qui a accueilli dans le passé des activités industrielles de briqueterie (page 116), fait partie d'une zone d'activités (ferrailles, containers, engins) et jouxte également des habitations (page 23).

Il figure dans l'entité paysagère du « paysage des lisières urbanisées de l'Ouest de la Plaine de France » (voir atlas des paysages du Val-d'Oise), au sein d'un ensemble urbain de bord de plaine structuré autour d'une gare et marqué par des axes de transport.

Il est ouvert sur la gare et les terres agricoles environnantes, qui font l'objet d'une protection au titre du paysage (site inscrit « Ensemble du massif des Trois forêts de Carmelle, l'Isle-Adam, Montmorency et leurs abords »). Le site figurera également en 2018 au sein du périmètre de Parc Naturel Régional (PNR) Oise - Pays de France, qui sera étendu à la commune du Belloy-en-France (page 42).

Ces informations sont appréciées. Toutefois l'étude d'impact n'inclut pas d'analyse paysagère détaillée du site, celle-ci se restreignant à la mention d'une visibilité depuis la rue des Briqueteries (page 58).

L'autorité environnementale recommande :

- de réaliser une étude paysagère détaillée du site, s'appuyant sur un photo-reportage décrivant la visibilité du site à partir de points de vue représentatifs depuis ses abords et depuis son environnement plus lointain ;
- de décrire la covisibilité avec le site inscrit concerné ;
- d'étudier les enjeux paysagers (pour le projet) relatifs à l'extension du périmètre du PNR Oise - Pays de France.

Une notice de présentation paysagère a été mise en [ANNEXE 2](#) afin de répondre aux deux premiers points.

Le parc a pour mission essentielle de préserver un territoire péri-urbain, d'une grande richesse historique et architecturale avec plus d'une centaine de monuments historiques classés ou inscrits, mais menacés par la pression foncière due à la proximité de l'agglomération parisienne et de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle. Situé pour l'essentiel sur la rive gauche de l'Oise, faisant la liaison entre le pays de France, au sud, et la plaine du Valois, à l'est, le territoire se caractérise par la présence de trois massifs forestiers totalisant près de vingt mille hectares, mais également par de petites rivières formant des zones humides au riche biotope, ainsi que quelques landes à bruyères.

Le poste est situé en dehors des 3 massifs et des zones humides. Il est situé en zone déjà urbanisée destinée aux activités. Son implantation est compatible avec l'enjeu de préservation des territoires péri-urbains du PNR.

1.4. NUISANCES SONORES

Nuisances sonores

Les principales sources de bruit à proximité du poste source sont liées aux activités alentours (déchetterie notamment) et au trafic ferroviaire transitant par la gare du Belloy-en-France. La voie ferrée concernée est classée en catégorie 3 au titre du classement sonore départemental des infrastructures de transport terrestre.

L'ambiance sonore du site du poste source est évaluée en se fondant sur des mesures acoustiques in situ sur les habitations les plus proches. L'autorité environnementale recommande de préciser et de justifier la durée des mesures et le choix des indicateurs de bruit retenus, en vue de confirmer ces résultats.

Les mesures ont été réalisées le 04 novembre 2014 de 14h45 et 16h30 pour la période diurne et 22h10 et 23h35 pour la période nocturne. Chaque point de mesure a fait l'objet d'une acquisition de mesure d'environ 1h par période réglementaire. Le tableau ci-dessous détaille les horaires de mesure pour chaque point :

Point de mesure / Période considérée	Période Jour (7h-22h)	Période nuit (22h-7h)
Point 1	15h07 – 16h10	22h31 – 23h28
Point 2	14h55 – 16h17	22h29 – 23h30
Point 3	14h46 – 16h20	22h14 – 23h33

Concernant le choix des indicateurs de bruit retenus, afin de se placer dans un cas conservateur, l'étude a été menée en considérant les indices LA50 des mesures effectuées. L'indice LA50 caractérise le niveau sonore dépassé pendant 50% du temps de la mesure. Il permet ainsi de s'affranchir des bruits parasites ponctuels, non représentatifs de l'environnement sonore de la mesure.

2. L'ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

2.1. JUSTIFICATION DU PROJET RETENU

L'étude d'impact évoque la conception d'une solution alternative au projet de poste source, fondée sur des critères technico-économiques (page 98).

Le choix du site du poste source s'est appuyé sur des « considérations environnementales et sanitaires » (page 98). L'insertion architecturale et urbaine du poste a également été l'un des critères de conception du projet (page 94). Le maître d'ouvrage propose des mesures de sécurité (en termes d'accès, d'émissions polluantes et de prévention de la propagation des incendies).

En revanche, l'étude d'impact ne traite pas l'articulation du projet avec le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF). Elle aborde la compatibilité du poste source avec l'affectation des sols définie par le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune. Toutefois, ce dernier est désormais caduc. Dorénavant, le Règlement National d'Urbanisme (RNU) s'applique.

L'autorité environnementale recommande donc d'étudier l'articulation du projet avec le SDRIF et d'apporter des précisions sur sa compatibilité avec le RNU.

Le projet de poste n'est pas à l'échelle des grandes orientations du SDRIF. Il est implanté dans une zone à densifier à proximité d'une gare (voir carte ci-dessous).

En l'absence de PLU, c'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique aux actes et autorisations d'urbanisme. Les constructions nécessaires à des équipements collectifs implantés en zone N et U sont autorisées.

Le poste est situé sur une partie actuellement urbanisée de la commune de Belloy-en-France qui autorise les constructions.

Il est compatible avec les articles R.111-2 à R.111-15 (localisation et desserte des constructions).

Pour la compatibilité avec les Articles R.111-16 à R.111-24 (implantation et volume des constructions, aspect des constructions) : le projet reste compatible avec le RNU.

La construction du poste est soumise à un permis de construire, la compatibilité avec les règles d'urbanisme sera bien validée à ce moment là.

2.2. LES IMPACTS DU PROJET ET LES MESURES PROPOSEES PAR LE PETITIONNAIRE

- Gestion de l'eau

Gestion de l'eau

Le projet sera soumis à déclaration loi sur l'eau au titre de la rubrique 2.1.5.0., relative à l'écoulement des eaux pluviales (page 37).

Le site du poste source sera en grande partie imperméabilisé. Les eaux pluviales des bâtiments et voiries seront régulées sur le site, par un système ayant recours à de l'infiltration et incluant notamment une noue et un réservoir de stockage sans fond (page

26). Ce dispositif permettra de stocker totalement une pluie de période de retour décennale, sans débit de fuite autre que l'infiltration (page 104). L'autorité environnementale recommande à cet égard de confirmer la capacité des sols à infiltrer les eaux de ruissellement du projet.

Par ailleurs, les eaux pluviales de l'un des bâtiments seront raccordées à la mare, ceci permettant selon l'étude de conserver ses conditions d'alimentation en eau (page 104).

En raison d'un risque de fuite d'huile des transformateurs (page 29), le projet prévoit un système efficace (page 67) de récupération de ces huiles (pages 26 et 29), qui inclura notamment une fosse et un séparateur à hydrocarbures (page 104).

Risques technologiques

Le projet respecte l'Arrêté technique interministériel du 17 mai 2001, qui fixe les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les ouvrages d'énergie électrique, notamment en termes de sécurité mécanique et électrique (page 23).

Le projet prévoit des mesures concernant la sécurisation de l'accès au site, la prévention d'émissions polluantes, et la prévention de la propagation d'incendies sur le poste. Ce dernier enjeu étant souligné, l'autorité environnementale recommande de justifier davantage la qualité des conditions de défense incendie par les pompiers (en termes notamment de desserte en eau et de circulation des véhicules).

L'autorité environnementale recommande également, pour plus de concision, de réduire le volet de l'étude d'impact relatif aux « effets sur l'hygiène, la santé, la salubrité publique » (24 pages).

Le projet a fait l'objet d'une étude concernant la gestion des eaux pluviales.

L'étude met en avant la réalisation d'essai d'infiltration et ces résultats ont démontré une capacité d'infiltration moyenne.

Une gestion mixte a donc été proposée (**voir la réponse du point 1.1. Gestion de l'eau**)

Le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau a été traité par le service de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement au Pôle Eau. Un accord tacite a été donné en date du 27 mai 2017 voir [ANNEXE 3](#).

- Risques technologiques

Risques technologiques

Le projet respecte l'Arrêté technique interministériel du 17 mai 2001, qui fixe les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les ouvrages d'énergie électrique, notamment en termes de sécurité mécanique et électrique (page 23).

Le projet prévoit des mesures concernant la sécurisation de l'accès au site, la prévention d'émissions polluantes, et la prévention de la propagation d'incendies sur le poste. Ce dernier enjeu étant souligné, l'autorité environnementale recommande de justifier davantage la qualité des conditions de défense incendie par les pompiers (en termes notamment de desserte en eau et de circulation des véhicules).

L'autorité environnementale recommande également, pour plus de concision, de réduire le volet de l'étude d'impact relatif aux « effets sur l'hygiène, la santé, la salubrité publique » (24 pages).

Le SDIS soumettra ses prérogatives lors du dépôt de permis de construire. Cependant, nous avons prévu de mettre en place des rampes d'aspersions sur les transformateurs, celles-ci seront raccordées à des colonnes sèches.

Le SDIS émettra son avis lors du dépôt du permis de construire et nous adapterons en fonction de leur recommandation.

- Biodiversité

Biodiversité

Le projet conduira à la destruction ou la reconversion de la majeure partie des espaces naturels du site (voir cartes pages 109 et 111).

Le projet prévoit toutefois la réalisation de 1 500 mètres carrés d'espaces verts (page 26), qui incluront notamment des reboisements (page 69) comprenant des essences locales (page 109). Certaines zones boisées (notamment au nord ouest) et certains arbres sains seront conservés (page 119). Les toitures seront végétalisées. La mare existante sera remodelée, agrandie et aménagée avec une plus-value écologique (page 119). Ses abords seront végétalisés. Elle sera également balisée lors des travaux en vue de la protéger.

Les travaux seront réalisés en dehors de périodes de l'année figurant parmi les plus sensibles pour la biologie des espèces. En phase de travaux, certaines espèces à enjeux (amphibiens, reptiles, oiseaux) pourront se maintenir ou migrer vers des habitats naturels environnants (pages 70 et 71).

Le projet prévoit également un dispositif pérenne pour la migration des amphibiens.

Le maître d'ouvrage contrôlera les principaux aménagements écologiques du projet (voir page 120).

Les travaux pour la réalisation du poste électrique feront également l'objet d'une procédure de défrichement (page 13), susceptible de donner lieu à une compensation écologique.

Certaines des mesures ne faisant pas l'objet d'engagement ferme, l'autorité environnementale recommande de prendre des engagements sur l'ensemble des mesures prévues.

Le projet n'est pas soumis à défrichement conformément au courrier du Service de l'agriculture de la forêt et de l'environnement du Pôle Espaces Naturels et Biodiversité du voir [ANNEXE 4](#).

ENEDIS s'engage à respecter les mesures prévues pour préserver la biodiversité du site.

- Paysage

Paysage

Le dossier intègre un plan et des représentations graphiques du poste source (pages 27 et 117). Son architecture s'appuiera sur des matériaux locaux (brique) soutenant l'histoire du lieu (activité de briqueterie), et prendra « en compte le contexte urbain environnant ». Un muret de briques ancien présent sur le site sera repris et arasé à une hauteur de 1,5 mètres. La périphérie du poste sera largement végétalisée, de manière à ce que le projet apparaisse au centre d'une clairière (page 117). La commune de Belloy-en-France a été associée à la sélection de l'esquisse sur concours du futur projet (page 116). L'autorité environnementale recommande d'inclure dans l'étude d'impact davantage de représentations graphiques illustrant les futures perspectives vers le projet, et de préciser les hauteurs des bâtiments.

- Nuisances sonores

Nuisances sonores

Les transformateurs du poste source seront source de bruit et de (faibles) vibrations. Le projet prévoit des mesures de réduction du bruit généré : murs en béton, grilles d'isolement acoustique des ventilations, positionnement des dispositifs aéroréfrigérants sur les faces nord-ouest des transformateurs, c'est-à-dire à l'opposé des sites d'habitat.

Les émergences sonores ne dépasseront pas 0,5 décibels en période diurne et 2,5 décibels en période nocturne au droit des habitations environnantes les plus proches. L'impact sonore du projet sera donc conforme à la réglementation en vigueur concernant le bruit des installations électriques¹.

L'autorité environnementale estime que l'ambiance sonore nocturne devrait rester calme et que l'ambiance sonore diurne devrait rester relativement calme au droit des habitations proches du poste source, sous réserve des recommandations concernant l'état initial (relatives à la justification des mesures).

Des mesures acoustiques supplémentaires seront effectuées lors de la mise en service du poste source afin de conforter les simulations réalisées et d'assurer que le projet est conforme à la réglementation.

3. L'ANALYSE DU RESUME NON TECHNIQUE

L'objectif du résumé non technique est de donner à un lecteur non spécialiste une vision synthétique de tous les sujets traités dans l'étude d'impact.

Le résumé non technique reprend les principales informations de l'étude d'impact sous une forme globalement compréhensible par le grand public. Il gagnerait toutefois à :

- être plus concis, notamment en ce qui concerne les aspects techniques du projet et les impacts (sécurité, biens matériels, émissions polluantes dans l'air, milieu physique, milieu naturel) ;

- vulgariser certains termes techniques ;

- être plus approfondi sur la thématique du paysage.

L'autorité environnementale recommande également de mettre à jour le résumé non technique en fonction de la prise en compte des commentaires qu'elle a formulée sur l'étude d'impact.

L'étude d'impact ainsi que le Résumé non technique ont été repris en conséquence.

Poste Source de BELLOY
Création d'un poste Source 225kV/20kV

Programme 2015-2020

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

Mémoire réponse à l'Autorité Environnementale

**ANNEXE 1- METHODOLOGIE UTILISEE POUR L'INVENTAIRE
DE LA BIODIVERSITE**



MÉTHODOLOGIE

1 PRESENTATION GENERALE DE LA METHODOLOGIE ET DE L'EQUIPE

Ce diagnostic a été réalisé par le bureau d'études Confluences, et plus particulièrement par :

- VUIDOT Aurélie, Coordinateur-Ecologue
- DESTREBECQ Cyril, Ecologue
- BOZONNET Jérémie, Technicien forestier/gestion protection de la nature

Cette analyse s'appuie sur les données bibliographiques générales disponibles.

Les thématiques abordées dans ce diagnostic sont l'analyse de l'état initial du milieu naturel : contexte écologique réglementaire, contexte écologique général, inventaires écologiques;

Les données bibliographiques disponibles ont été complétées par des inventaires de terrain. Ces prospections ont été réalisées aux dates suivantes :

- Inventaires floristiques le 22 avril et le 9 juillet 2015 ;
- Inventaires entomologiques le 4 avril 2015
- Inventaires des reptiles le 4 avril 2015 ;
- Inventaires chiroptérologiques le 4 avril 2015 ;
- Inventaires ornithologiques le 16 janvier 2015 et le 4 avril 2015 ;

2 METHODOLOGIES DES INVENTAIRES

2.1 INVENTAIRES AVIFAUNISTIQUES

Afin de mettre en évidence la diversité et l'abondance de l'avifaune, la réalisation de plusieurs passages sur l'aire d'étude sont nécessaires. Ils permettent de rendre compte de l'utilisation du site par les oiseaux (reproduction, hivernage, migration...).

Dans cette étude, 2 passages ont été réalisés. L'un au cours de l'hiver (16 janvier 2015), et le second en période de reproduction (22 avril 2015).

Les observations ont été effectuées lors d'un parcours sur l'ensemble du site. Un point d'écoute a également été réalisé lors du passage en avril. Une analyse bibliographique a également été effectuée pour compléter les investigations de terrain.

2.2 INVENTAIRES ENTOMOLOGIQUES

Les inventaires entomologiques ont eu lieu le 22 avril 2015, pour notamment déterminer les potentialités écologiques pour ce taxon. Les recherches se sont focalisées sur les odonates, les lépidoptères rhopalocères et les orthoptères. Pour recenser les différentes espèces d'insectes présents sur le site, un parcourt a été réalisé sur les secteurs favorables à leur présence (lisières, friches...). Une analyse de la bibliographie disponible a permis de compléter les inventaires de terrains. L'extrême pauvreté du site en potentialité écologique (absence d'habitat favorable) a justifié l'absence de passage en fin d'été pour les orthoptères.

2.3 INVENTAIRES MAMMALOGIQUES

L'observation des mammifères est difficile (animaux discrets, souvent nocturnes...). La présence des grands mammifères a donc été relevée grâce à la présence d'indices, mais aussi par des observations ponctuelles réalisées lors des autres inventaires.

Pour les chiroptères, les investigations ont consisté dans un premier temps en la recherche d'habitats favorables. Si les habitats en place offraient des potentialités pour ce taxon, des points d'écoute à l'aide d'un détecteur à ultrasons Batbox Duet ont été réalisés pour déterminer les fréquences d'émission des animaux observés sur le site. Étant donné que la plupart des espèces émettent dans un intervalle de fréquence qui lui est propre, il est possible de déterminer les espèces en analysant les fréquences qui ont été enregistrées.

2.4 INVENTAIRES FLORISTIQUES

La nomenclature des plantes à fleurs et des fougères utilisée dans cette étude est celle de la Base de Données Nomenclaturale de la Flore de France (BDNFF, consultable et actualisée en ligne sur le site www.tela-botanica.org).

Pour les habitats naturels et semi-naturels, la nomenclature utilisée est une dénomination descriptive simplifiée des formations végétales présentes.

L'ensemble des formations végétales décrites est rattaché à la nomenclature CORINE BIOTOPES, référentiel de l'ensemble des habitats présents en France et en Europe. Dans ce document, un code CORINE BIOTOPES est attribué à chaque formation végétale décrite.

Les habitats naturels d'intérêt communautaire listés en annexe I de la directive européenne 92/43/CEE (dite directive « Habitats/Faune/Flore ») possèdent également un code spécifique. Parmi ces habitats d'intérêt européen, certains possèdent une valeur patrimoniale encore plus forte à l'échelle européenne et sont considérés à ce titre comme « prioritaires » (leur code est alors complété d'un astérisque *).

Sur le terrain, la végétation (par son caractère intégrateur synthétisant les conditions de milieux et le fonctionnement de l'écosystème) est considérée comme le meilleur indicateur de tel habitat naturel et permet donc de l'identifier.

Une reconnaissance floristique des structures de végétation homogènes a ainsi été menée sur l'ensemble de l'aire d'étude afin de les rattacher à la typologie CORINE BIOTOPES à l'aide des espèces végétales caractéristiques de chaque groupement végétal. Un relevé phytocénotique (= liste d'espèces végétales) a été réalisé par milieu cartographié.

Les espèces protégées et patrimoniales ont été prospectées dans le même temps que l'expertise des habitats naturels.

3 DETERMINATION DU STATUT PATRIMONIAL ET REGLEMENTAIRE DES HABITATS NATURELS ET DES ESPECES

3.1 PROTECTION DES ESPECES

Une espèce protégée est une espèce pour laquelle s'applique une réglementation contraignante particulière.

Lors d'une étude d'impact, la compatibilité entre le projet d'aménagement et la réglementation spécifique des espèces et des habitats en vigueur doit être vérifiée. Les contraintes réglementaires identifiées dans le cadre de cette étude se basent sur la législation en vigueur au moment de la rédaction de l'étude.

3.1.1 Droit européen

En droit européen, ces dispositions sont régies : par les articles 5 à 9 de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009, dite directive « Oiseaux », et par les articles 12 à 16 de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite directive « Habitats / Faune / Flore ».

L'État français a transposé les directives « Habitats » et « Oiseaux » par voie d'ordonnance (ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001).

3.1.2 Droit français

En droit français, la protection des espèces est régie par le code de l'Environnement :

« Art. L. 411-1. Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique justifient la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, sont interdits :

1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;

2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ;

3° La destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales ;

[...]. »

Un arrêté est ensuite émis pour préciser ces prescriptions générales. Celui-ci fixe la liste des espèces protégées, le territoire d'application de cette protection et les modalités précises de mise en œuvre de celle-ci (article R. 411-1 du CE - cf. tableau ci-après).

Remarque : des dérogations au régime de protection des espèces de faune et de flore peuvent être accordées dans certains cas particuliers listés à l'article L.411-2 du code de l'Environnement. L'arrêté ministériel du 19 février 2007 en précise les conditions de demande et d'instruction.

Tableau 7 : Textes de protections relatifs à la faune et à la flore

Taxon	Niveau européen	Niveau national	Niveau régional et/ou départemental
Flore	Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite directive « Habitats / Faune / Flore », articles 12 à 16	Arrêté du 20 janvier 1982 (modifié) relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire	Arrêté du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Ile-de-France complétant la liste nationale
Insectes	Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite directive « Habitats / Faune / Flore », articles 12 à 16	Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection	Arrêté du 22 juillet 1993 fixant la liste des insectes protégés en région Ile-de-France et complétant la liste nationale
Reptiles-Amphibiens	Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite directive « Habitats / Faune / Flore », articles 12 à 16	Arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire Arrêté du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département	(néant)
Oiseaux	Directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009, dite directive « Oiseaux »	Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire Arrêté du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département	(néant)
Mammifères	Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite directive « Habitats / Faune / Flore », articles 12 à 16	Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection Arrêté du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département	(néant)

3.2 DETERMINATION DES STATUTS PATRIMONIAUX

Le statut de protection des espèces n'est pas nécessairement corrélé à leur statut de conservation. Bien que relativement cohérent pour la flore, il ne l'est pas forcément pour la faune. Ainsi, certaines espèces très communes bénéficient parfois d'un statut de protection plus important que certaines espèces plus rares. Le statut de protection n'est pas un outil de bioévaluation suffisant.

D'autres outils doivent donc être utilisés. Ils se basent sur les statuts d'abondance, à différentes échelles spatiales, mais également sur les tendances de ces espèces (évolution de l'abondance et de la répartition), lorsque les données sont disponibles. Ces outils n'ont cependant pas de valeur juridique.

Pour chaque taxon, plusieurs outils existent, selon l'échelle spatiale considérée, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Outils de bioévaluation

	Niveau européen	Niveau national	Niveau local
Flore Habitats naturels /	2004 Red List of threatened species – A global species assessment (UICN, 2004) Manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne EUR 27 (Commission européenne, 2007)	Livre Rouge de la flore menacée de France. Tome I : espèces prioritaires (MNHN, CBNP, MEDD, 1995)	Catalogue de la flore vasculaire d'Ile-de-France (CBNBP, avril 2011) Liste des espèces et habitats déterminants d'Ile-de-France (CSRPN/DIREN Ile-de-France, 2002) Flore d'Ile-de-France (JAUZEIN et NAWRO, Quae 2011)
Insectes	European red list of dragonflies (UICN 2010) European red list of butterflies (UICN 2010)	La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Papillons de jour de France métropolitaine (UICN France, MNHN, Opie & SEF, 2012.Dossier électronique). Les Papillons de jour de France, Belgique, Luxembourg (Lafranchis, 2000) Les Libellules de France, Belgique, Luxembourg (Grand & Boudot, 2006) Projet de liste rouge des odonates de France métropolitaine (SFO, 2009) Les orthoptères menacés en France (Sardet & Defaut [coord.], 2004)	Liste des espèces déterminantes d'Ile-de-France (CSRPN/DIREN Ile-de-France, 2002) Les Libellules de France, Belgique, Luxembourg (Grand & Boudot, 2006) Les Papillons de jour de France, Belgique, Luxembourg (Lafranchis, 2000)
Reptiles- Amphibiens	2004 Red List of threatened species – A global species assessment (UICN, 2004) Atlas of amphibians and reptiles in Europe (GASC et al., 2004)	Les Amphibiens de France, Belgique, Luxembourg (Duguet & Melki, 2003) UICN France, MNHN & SHF. 2008. La Liste rouge des espèces menacées en France, selon les catégories et critères de l'UICN. Chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine.	Liste des espèces déterminantes d'Ile-de-France (CSRPN/DIREN Ile-de-France, 2002) Inventaire des Amphibiens et Reptiles d'Ile-de-France. Bilan 2006. SHF. Région Ile-de-France (Massary J.-C. & Lescure J.) ORGFH Ile-de-France (DIREN Ile-de-France, 2007)

Oiseaux	<p>2004 Red List of threatened species – A global species assessment (UICN, 2004)</p> <p>Birds in Europe 2 (BirdLife International, 2004)</p> <p>Birds in the European Union – a status assessment (BirdLife, 2004)</p>	<p>Liste des espèces menacées en France, dans Oiseaux menacés et à surveiller en France, Liste rouge et priorité (YEATMAN-BERTHELOT D. & ROCCAMORA G. 1999)</p> <p>Rapaces nicheurs de France (THIOLLAY & BRETAGNOLLE, 2004)</p> <p>La Liste rouge des espèces menacées en France, selon les catégories et critères de l'UICN. Chapitre Oiseaux nicheurs de France métropolitaine (UICN France, MNHN, ONCFS & SEOF. 2008)</p> <p>Les résultats nationaux du programme STOC de 1989 à 2009 (Jiguet F, 2010, www2.mnhn.fr/vigie-nature)</p> <p>Nouvel inventaire des oiseaux de France (JAQUES DUBOIS, LE MARECHAL, OLIOSO, YESOU, 2008)</p>	<p>Liste des espèces déterminantes d'Ile-de-France (CSRPN/DIREN Ile-de-France, 2002)</p> <p>ORGFH Ile-de-France (DIREN Ile-de-France, 2007)</p> <p>Liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Ile-de-France (Birard/Zucca/Lois/ Naturparif, février 2012)</p> <p>Les Oiseaux d'Ile-de-France. L'avifaune de Paris et de sa région. (LE MARECHAL et LESAFFRE, 2000, 343 pages)</p> <p>Les Oiseaux nicheurs d'intérêt patrimonial en Ile-de-France (KOVACS et SIBLET, 1998)</p>
Mammifères	<p>2004 Red List of threatened species – A global species assessment (UICN, 2004)</p> <p>The atlas of european Mammals (MITCHELL-JONES A. J. & al. 1999)</p>	<p>SFEPM, CPEPESC (1999) – Plan de restauration des chiroptères.</p> <p>MNHN, UICN France, ONCFS & SFEPM. 2009. La Liste rouge des espèces menacées en France, selon les catégories et critères de l'UICN. Chapitre Mammifères de France métropolitaine.</p>	<p>Liste des espèces déterminantes d'Ile-de-France (CSRPN/DIREN Ile-de-France, 2002)</p> <p>ORGFH Ile-de-France (DIREN Ile-de-France, 2006)</p>

3.3 DETERMINATION DES ENJEUX ECOLOGIQUES

L'enjeu écologique de chacune des espèces/habitats identifiés sur le site est déterminé en analysant deux paramètres :

- La valeur patrimoniale de l'espèce, déterminée à partir des outils de bioévaluations précisés dans le chapitre précédent. Différentes échelles spatiales sont utilisées, lorsque les données sont disponibles (régionale, nationale et européenne) ;
- L'importance du site pour l'espèce (nombre d'individus, site de reproduction, d'alimentation, d'hivernage...).

Ainsi, une espèce à forte valeur patrimoniale peut constituer un enjeu écologique faible si elle ne fait que survoler le site par exemple. De la même manière, une espèce à valeur patrimoniale réduite peut constituer un enjeu important si elle se trouve en effectif particulièrement abondant.

Poste Source de BELLOY
Création d'un poste Source 225kV/20kV

Programme 2015-2020

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

Mémoire réponse à l'Autorité Environnementale

ANNEXE 2- INSERTION PAYSAGERE



1. PRESENTATION DE L'ETAT INITIAL DU TERRAIN ET DE SES ABORDS

1.1. URBANISME - CADASTRE :

Le terrain correspond à la parcelle 475 de la section A, feuille 000 A 02.
Sa surface est de 11 117 m².

En l'absence de PLU, c'est actuellement le RNU qui s'applique sur la commune de Belloy-en-France.

1.2. HISTOIRE :

Le site fait partie de l'histoire industrielle de Belloy et de sa région, fortement marquées par les briqueteries dont les traces sont encore visibles sur le terrain (plantations reprenant les lignes des anciennes tranchées de séchage, muret sur la rue des Briqueteries, ...).

1.3. LE TERRAIN - SITUATION – CONTEXTE

1.3.1. LE TERRAIN, DIMENSIONS, RELIEF :

Le terrain a une forme rectangulaire allongée, d'environ 185m par 63.
Ses 2 petits côtés, rue des Briqueteries et chemin de Saint-Prix sont en biais par rapport à son axe longitudinal.
Il est à peu près plat, son axe longitudinal étant à un niveau moyen de 142.00 NGF.

1.3.2. SITUATION

Le terrain est « à cheval » entre 2 types d'occupation de l'espace.

- Côté sud-est, rue des Briqueteries, le terrain donne sur la gare de Belloy et sa zone urbanisée.
- Côté nord-ouest, chemin de Saint-Prix, le terrain ouvre sur des terres agricoles et un paysage de collines.

Contexte :

Il est situé en zone d'activités, entre un dépôt de grues (limite sud-ouest) et un dépôt de terre (limite nord-est), non loin d'un stockage de bennes de chantier, l'environnement du terrain semble « déstructuré ».

On note également, en limite sud-ouest, côté rue des Briqueteries une petite zone pavillonnaire.



Vue du stock de terre en limite nord-est



Vue du stock de grue en limite sud-ouest



Vue des pavillons en imite sud-ouest, au 1^{er} plan l'espace boisé classé

1.4. ELEMENTS EXISTANTS SUR LE TERRAIN :

Le terrain n'est pas construit.

La limite nord-ouest, sur la rue des Briqueteries est marquée par un ancien muret de brique.



Vue de la gare

1.5. VEGETATION – ELEMENTS NATURELS

Végétation :

La parcelle est marquée par la présence d'espaces boisés classés le long du chemin de Saint-Prix et en limite sud-ouest le long de la zone pavillonnaire.

Au centre du terrain 3 arbres de haute tige devront être abattus.

Le reste du terrain a été défriché, la petite végétation repousse (taillis, ronces, osier..).



Vue de l'espace boisé classé, chemin de Saint-Prix

Eléments naturels, la mare

Dans la partie nord-est du terrain, on note la présence d'une mare, à niveau d'environ 141 NGF, soit 1 mètre plus bas que le terrain général.



Vue de la mare

2. PHOTO REPORTAGE



2.1. PAYSAGE-VUE N°1 ENVIRONNEMENT PROCHE



Vue de la gare

2.2. PAYSAGE-VUE N°2 ENVIRONNEMENT PROCHE



Vue de la gare

2.3. PAYSAGE-VUE N°3 ENVIRONNEMENT PROCHE



Vue de la gare

2.4. PAYSAGE-VUE N°4 VUE DE LOIN



2.5. PAYSAGE-VUE N°5 VUE DE LOIN



2.6. PROJET-VUE A DEPUIS LA COLLINE



2.7. PROJET-VUE B DEPUIS LA GARE



Poste Source de BELLOY
Création d'un poste Source 225 kV/20kV

Programme 2015-2020

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

Mémoire réponse à l'Autorité Environnementale

ANNEXE 3- ACCORD TACITE DU DOSSIER LOI SUR L'EAU





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Cergy-Pontoise, le

30 MARS 2017

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle Eau

Guichet unique de l'eau

Affaire suivie par : Mme Petitjean

☎ : 01.34.25. 25.58.

télécopie : 01.34.25.26.88

✉ : nadine.petitjean@val-doise.gouv.fr

Monsieur le Directeur,

Par courrier en date du 20 Mars 2017, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant la création d'un poste de transformation électrique sur la commune de BELLOY-EN-FRANCE.

Le dossier est enregistré sous le numéro : **95-2017-00018**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'attire votre attention sur le fait, sauf accord formel préalable, qu'il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 27 mai 2017, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef de service,

Monsieur le Directeur
De la Société ENEDIS
ELECTRICITÉ DE FRANCE
A l'attention de M. Charles PIGNÉ
Bureau régional d'ingénierie
80 avenue du général de gaulle
BP 30001
92999 LA DÉFENSE CEDEX

Adjointe au Chef du Pôle Eau
Responsable de l'Unité Police de l'Eau
et des Milieux Aquatiques

Catherine MENNETRIER-VALETTE

Poste Source de BELLOY
Création d'un poste Source 225 kV/20kV

Programme 2015-2020

COMMUNE : Belloy-en-France - DEPARTEMENT : Val d'Oise (95)

Mémoire réponse à l'Autorité Environnementale

ANNEXE 4- AUTORISATION DE DEFRICHEMENT





PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Cergy-Pontoise, le 15 juin 2017

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle Espaces Naturels et Biodiversité

Affaire suivie par Jean-Sébastien FRAYE
Tél. : 01 34 25 25 02
jean-sebastien.fraye@val-doise.gouv.fr

ENEDIS
80 Avenue du Général De Gaulle
Tour Wilson
92800 PUTEAUX

Objet : Suivi du dossier de demande d'autorisation de défrichement – Projet de construction d'un poste source électrique sur la commune de Belloy-en-France.

Madame,

Suite à la visite effectuée le 13 juin 2017 par le technicien forestier de la Direction Départementale des Territoires du Val d'Oise concernant la demande d'autorisation de défrichement déposée le 1 juin 2017 pour la construction d'un poste source électrique sur la commune de Belloy-en-France, je vous informe que ce projet n'implique pas de déposer une demande d'autorisation de défrichement.

Les relevés terrains ainsi que les données historiques (photographies aériennes de 1987) de la parcelle concernée par le projet témoignent de l'existence d'un enrîchement de moins de trente ans, hors partie de l'espace boisé classé (EBC) au plan d'occupation des sols (POS), majoritairement constitué de saules, bouleaux, peupliers trembles, érables et sureaux.

De plus, la commune est passée sous le régime du règlement national d'urbanisme du fait de la caducité du POS au 27 mars 2017 (article L. 174-3 du code de l'urbanisme et article 135 de la loi ALUR). De ce fait, la servitude « EBC » ne s'applique plus. Elle concernait une plantation de merisiers, chênes, frênes et aubépines effectuée en 1999.

Par conséquent, en application de l'article L. 342-1 alinéa 4 du code forestier, je vous indique que le défrichement envisagé est exempté de demande d'autorisation, compte tenu de l'âge du boisement inférieur à trente ans.

Nos services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef du Service,
Responsable du Pôle Espaces
Naturels et Biodiversité

Anais SEBBAH